

Les crédits

du développement, selon laquelle il faut laisser au secteur privé le soin de s'occuper de la recherche pure.

Le Consortium national des sociétés scientifiques et pédagogiques a rédigé un exposé très pertinent qui s'intitule: «Vers une politique canadienne cohérente en matière d'éducation et de recherche scientifique.» L'orientation que prend le gouvernement préoccupe beaucoup les membres du consortium. Celui-ci a présenté d'excellentes recommandations.

Premièrement, il dit que même en périodes de restrictions budgétaires, les dépenses pour l'éducation et la recherche sont un investissement. Le financement des universités et de la recherche doit être assuré, ainsi que l'aide aux étudiants, sinon le Canada prendra beaucoup de retard sur ses concurrents. Il en prend déjà. Le Canada perd du terrain en ce qui concerne son rang parmi les pays scientifiques du monde.

Le rapport présente quatre recommandations. Premièrement, dans le cadre du financement des programmes établis, les paiements de transfert versés aux provinces au titre de l'enseignement postsecondaire ne devraient plus diminuer tant que les premiers ministres ne se seront pas mis d'accord sur des solutions de remplacement pour assurer aux universités un financement suffisant et fiable. En réduisant ces transferts, en privant les provinces et les régions de ces fonds, on force les provinces à combler le manque à recevoir.

En Colombie-Britannique, nous avons un problème particulier avec ces fonds parce que depuis des années, le gouvernement provincial les dépense largement dans d'autres domaines de l'économie. Il ne devrait pas agir ainsi, mais il le fait. Nous nous retrouverons donc terriblement à court de fonds à moins que la province ne remette de l'ordre dans ses priorités.

La seconde recommandation que le rapport fait, c'est que le financement de contrepartie pour 1990-1991 soit incorporé aux budgets de base et que ces budgets soient doublés. Selon le rapport, le but de cette politique établie en 1986 était de favoriser la collaboration entre les universités et l'industrie pour la recherche et d'accroître les fonds consacrés à la recherche universitaire. Ses auteurs disent qu'elle a été un succès, mais elle se terminera en 1991. Ils suggèrent qu'elle soit prolongée.

Selon la troisième recommandation, le gouvernement devrait investir davantage dans la recherche effectuée

dans ses laboratoires. Il devrait augmenter sa contribution, plutôt que de licencier 500 employés du Conseil national de recherches. Il faut encourager la recherche et le développement et les faire financer par le secteur public et le secteur privé.

La quatrième recommandation est que le gouvernement fédéral devrait essayer d'éliminer les obstacles à l'enseignement supérieur. Il faudrait réévaluer le programme de prêts aux étudiants et créer un système national de bourses.

Ce que le rapport fait ressortir là, c'est que le programme de prêts actuel ne répond pas aux besoins des étudiants au niveau postsecondaire. Le principal problème, selon le rapport, c'est que le système endette considérablement les étudiants. Lorsqu'ils ont fini leurs études, certains peuvent avoir 20 000 \$ de dettes. Pour quelqu'un dont les moyens financiers sont limités, il peut être difficile de terminer ses études.

En conclusion, je dirais que les dépenses pour l'enseignement postsecondaire et les dépenses pour la recherche sont des investissements essentiels et il faut les voir comme tels, non seulement pour notre avenir, mais aussi pour celui de nos enfants. Il est impératif de garantir le niveau de financement, afin que les projets de recherche à long terme puissent continuer.

La recherche ne se fait pas en cycles de quatre ans. Lorsqu'un scientifique prépare un projet et demande des fonds après avoir fait toutes les recherches préliminaires utiles pour démarrer, il ne se demande pas si des élections approchent. Il faut donc un financement à long terme indépendant des priorités électorales du gouvernement au pouvoir. Nous devons garantir à la communauté scientifique que l'argent sera là dans les années à venir.

Tant qu'il n'en sera pas ainsi, nous aurons de la recherche et du développement au coup par coup, ce qui nous laissera collés dans la boue alors que les autres nations nous dépasseront. Nous avons besoin d'un financement adéquat, un financement garanti, même en période de restrictions.

• (1840)

Enfin, je dis que la voie suivie par le gouvernement, qui passe ses responsabilités aux provinces et au secteur privé, conduit à une fausse économie, une économie qui mettra en péril l'avenir du Canada sur le marché scientifique.